

Retranscriptions des déclarations publiques du collectif de réflexion citoyenne sur la vidéosurveillance à Marcillac.

« Je me suis fait traité de menteur la fois dernière, donc vous êtes autorisés à dire que je suis un menteur »

(déclaration de Perié, maire de Marcillac, réunion publique du 24 septembre 2021).

Marcillac-Vallon, Aveyron. Deux caméras de surveillance ont été vandalisées dans ce paisible village de 1700 habitants. « *Vite, des caméras pour surveiller les caméras !* » comme le suggère Le Canard Enchaîné au maire. Des dizaines de banderoles ont été installées : « *Filmer pour mieux diviser* » peut-on lire sur les façades. 40 habitant.es et un syndicat ont porté plainte contre la mairie pour faire retirer celles qui restent. La jurisprudence en 2018 de la Cour d'Appel Administrative de Nantes qui a fait enlever 19 caméras à la commune de Ploërmel est la base de cette action en justice.

Vraie-fausse table ronde et vraies paroles publiques des membres de collectif.

Lætitia : *Bonjour à toutes et à tous. Aujourd'hui autour de la table nous recevons le collectif contre la vidéosurveillance dans le Vallon. Allez racontez-nous un peu : votre procès, des caméras vandalisées, M6, Le Canard et Libé qui débarquent, qu'est-ce qui se passe, la Saint-Bourrou a mal tournée ?*

Jonathan : Si vous voulez il y a un fantasme sécuritaire auquel on s'oppose, une dérive que l'on a pas envie de voir pointer et s'auto-légitimer. Je m'y oppose pour des raisons éthiques et politiques, les caméras sont délétères, elles génèrent un climat de tensions et elles correspondent à rien par rapport à la vie d'un village. Elles alimentent un fantasme un peu postmoderne sécuritaire, on invente ou on grossit des incivilités, on les flatte, on met cela dans la tête des gens, puis cela permet ensuite de justifier la présence de caméras... une technologie qui est très onéreuse, qui est peu fiable qui va vraiment dans le sens de la présence des écrans, la technologie, le numérique... on se rassure, on fait comme si on avait besoin de se rassurer, on fait comme si on était rassuré, on s'invente un monde, on s'invente aussi des ennemis, on s'invente ensuite une façon de se rassurer, mais y'a rien qui marche, c'est complètement inopérant, c'est incongru et cela fait marcher la raison humaine dans le mauvais sens. On s'embarque dans une très mauvaise direction en flattant ce genre de truc, politiquement cela me semble intolérable et on en arrive à ce que Deleuze appelle « les sociétés de contrôle » et cela moi j'y tiens pas et je pense que je ne suis pas le seul. On leur fait croire qu'ils ont besoin d'être rassuré mais en fait on est rassuré si on a peur, mais la peur elle vient pas de nulle part, elle est flattée, on a instillé une peur, on est le pompier pyromane. On peut pas chercher à rassurer à tout prix. J'habite à Marcillac depuis 10 ans. Tous les gens qui viennent me voir me disent « qu'est-ce que c'est sympa, tu veux traverser le passage piéton toutes les voitures s'arrêtent ». Tu vas chez quasiment chez n'importe quel commerçant tu es très bien accueilli, sourires, cela discute, tu as le marché du dimanche, tu as quand même une vie du village qui n'est que quasiment que bienveillance, après qu'il y ait de petites tensions, des poubelles qui traînent, un mec qui roule trop vite en moto, dans n'importe quel coin de n'importe quel pays il y a toujours quelque chose comme cela.

Fabienne : Sauf que moi je pense que des personnes âgées, pour en côtoyer, pour avoir ma propre mère dans le village, effectivement se sentent plus vulnérables en vieillissant et ça il faut que l'on en tienne compte et une mairie qui prendrait cela à cœur chercherait à favoriser le lien social et le mélange des populations de façon à ce que la personne âgée lorsqu'elle sort dans le village, elle se sente entourée, et en tout cas prise en charge par les personnes autour qui la connaîtraient. L'idée cela serait plutôt à l'inverse que de mettre des caméras et de dire « méfiez-vous il y'a des gens méchants dans le village », plutôt mettre en place une politique qui dirait « voyez il y'a des gens qui veulent, qui peuvent vous aider si jamais il y' avait un problème ». Moi je comprend ce côté vulnérabilité en vieillissant, il est normal, c'est juste que l'on peut le traiter de différentes façons. J'ai demandé au maire « pourquoi vouloir filmer les maternelles qui rentrent dans l'école ». Il m'a dit « c'est parce que l'on a trouvé un préservatif dans la cour ». Là cela met un peut la puce à l'oreille, car on se dit qui est visé ? cela va pas être quelqu'un de 70 ans, cela va être plutôt un jeune qui va passer par là. Et du coup déjà on est dans une région où la jeunesse n'est pas forcément attirée pour rester, mais si en plus à partir de 15-16 ans on commence à vouloir les cibler, honnêtement notre village il a besoin de jeunesse pour continuer à vivre et les personnes âgées ont besoin de pouvoir s'appuyer sur les personnes plus jeunes.

Isabelle : On est un village de 1700 hab, on a pas d'incivilité grave, on fait pas face à la délinquance, entre nous on peut dialoguer on a toujours misé la dessus dans le village et aujourd'hui on se retrouve avec une municipalité qui nous met des

caméras, 5 en tout et pour filmer quoi ? Les poubelles ? C'est complètement fou j'ai pas du tout envie de passer mon temps dans un collectif pour militer contre les caméras j'ai d'autres choses à faire et bien plus intéressantes que celles là mais aujourd'hui malgré tout on se retrouve dans une position de citoyen ou quand on a vraiment quelque chose qui ne fonctionne pas et qui est incongru on doit être en alerte et on doit s'arrêter et dire non là ça va pas. il faut que je le fasse savoir et je crois qu'on est un certain nombre sur cette commune à s'être posé la question.

Joëlle : On a tracté pour informer les habitants, on a fait beaucoup de tracts d'info, et en distribuant les tracts dans les boîtes aux lettres et on a beaucoup rencontré les gens, et quand on parle avec eux qu'on discute ils disent « oui on a pas envie de caméras ». Mais tout le monde ne se sent pas la possibilité de dire au maire « non je suis contre » ou de s'engager, tout le monde n'ose pas et n'a pas le temps pour le dire en face et il joue la dessus aussi.

Laetitia : Nathalie ?

Nathalie : Donc voilà, on en est là, à filmer des poubelles. Cela ne règle pas les problèmes d'incivilités, les petits soucis de village. Que va faire le maire à ce moment là, il va passer des heures à regarder les vidéos pour savoir quel est le coquin qui fait tomber sa poubelle à côté ? Et après il va faire quoi, il va aller sonner à sa porte pour dire « hou monsieur machin ou mme machin c'est pas bien ce que vous avez fait »... on tombe dans le ridicule. Je crois que c'est plutôt une promesse électorale. Son électorat est assez vieillissant. Avant l'installation de ces caméras, je n'ai jamais connu de tensions au sein de ce village. Je pense que c'est vraiment une politique de suspicion qui amène ces tensions là. Le maire se doit d'être le maire de tous les habitants et amener la paix dans le village. Et là utiliser les uns contre les autres, cela va n'aller qu'en empirant. Donc on a essayé de dire qu'au lieu de filmer, que ça nous coûte cher, ça nous enlève du savoir vivre ensemble et que l'on passe sur une société de surveillance au lieu d'être dans un village de bienveillance.

Laetitia : 2 caméras ont été sabotées ?

Loïc : le fait que ces caméras aient été démontées est le résultat de la tension qu'a créée le maire dans le village en passant en force et en étant autoritaire sans chercher à dialoguer avec aucune des associations et des habitants. Donc il est possible que certains et certaines se soient sentis obligés d'en venir à ces actions là, mais le seul responsable ça reste la mairie et la façon dont elle a mené le projet. Par exemple le maire a déclaré à la radio que « si les poubelles sont clean on va pas dépenser des sous pour mettre des caméras », malgré toutes ses déclarations à la presse il a fait un passage en force pour déployer les caméras aux poubelles en septembre 2021. Pour nous il s'agit d'un reniement grave de la parole publique d'un élu mais qui ne nous étonne pas car le maire avait déclaré lors de la réunion publique de septembre 2021 qu'il autorisait les habitants et les habitantes à le traiter de menteur.

Mathieu : D'ailleurs lors d'un conseil d'école le maire a dit à plusieurs reprises que « si les parents délégués me disent non je mettrai l'argent alloué à ces caméras ailleurs ». Nous en tant que parents d'élève on a choisi de pas avoir de caméras à l'école, les délégués ont donné cette réponse au maire qui a pas été suivi des faits. Il n'a aucune parole.

Laetitia : Perié avait déclaré à la radio qu'en juillet les élus pourraient voter une seconde délibération qui acterait le déploiement. Mais en juillet suite à votre mobilisation et à des dissensions au sein de sa majorité, il abandonne une partie du projet aux poubelles, reconnaissant que les poubelles étaient « clean ». Mais en septembre, à la fin d'un conseil municipal expéditif de 20 minutes, il annonce à la déroboade qu'au final toutes les caméras seront posées la semaine suivante, sans faire revoter les élus.

Simon ?

Simon : Ce qui est vérifié toujours en terme de vidéosurveillance, c'est qu'une caméra, c'est une seconde le mandat d'après, c'est une troisième le mandat suivant, c'est 15 caméras 10 ans après... « au prochain problème on se dira est-ce que c'est pas une caméras qu'il faut ? ». Cela va forcément banaliser ces petits engins qui nous filment. Bon des fois il y'a des petits tas d'ordures de ci- par là, nous on pense que ce genre de soucis ils se règlent avec des bennes en plus. Pour l'école on nous a dit y'a des bris de verres, cela paraît ridicule de mettre des caméras pour cela. C'est contraire à tout principe pédagogique de mettre des caméras à l'entrée de l'école. Le problème du « on sait jamais » c'est que l'on déploie une vidéosurveillance partout, on met de la police partout et on a une société triste. Alors on peut choisir une société triste, policière. Nous comme on dit dans notre tract on choisit une société, un village vivant, solidaire.

Laetitia : Pour l'école Perié explique qu'il n'y a jamais eu d'intrusions dans l'école : « mais on ne sait jamais » dit-il.

Simon : Le « on sait jamais » il sert plutôt d'excuses à la politique sécuritaire. Les discours qui sont propagés et la droïtisation de la société et des médias fait que l'on propage ce sentiment d'insécurité. Là le nouveau mot d'ordre du maire c'est « protéger votre village », alors là on a un panneau lumineux, c'est reproduit sur toutes les façades de commerçant, ça met un climat qui est pas chouette. Sans vouloir forcer le trait, on aurait un maire d'extrême droite, c'est ce qu'il ferait, c'est mettre un climat de peur. C'est peut être 5 petites caméras mais derrière cela on sent un projet communal qui nous convient pas du tout. Pti exemple, à Millau il y'a des caméras, y'a eu un rassemblement post-confinement, des militants se sont réunis dans la rue, et

y' a pas eu besoin de contrôle d'identité, que la police en arrête un ou dix, ils ont juste utilisés les images vidéos, et ils ont verbalisé tout le monde. A la base des excuses sur les incivilités, sur les crottes de chiens, je sais pas quoi... et au final le dispositif il va servir à d'autres choses et à remettre en cause nos libertés.

Loïc : C'est un maire qui n'a pas d'argument pour déployer ses caméras et qui s'est senti obligé de passer en force pour tenter de clôturer le débat. Et pourquoi commencer par cette école ? il a dit « *parce qu'il faut bien commencer par une école* » ». Ce qu'on souhaite mettre en avant et c'est pour ça qu'on a lancé la procédure c'est qu'il y a une vraie disproportion entre les raisons pour lesquelles le maire dit mettre des caméras et les faits réels. Le maire n'a jamais cessé de répéter qu'il n'y a jamais eu de problème les derniers mois à l'école, il a aussi rajouté qu'il n'y avait jamais eu d'intrusions. Au départ pour justifier son projet il expliquait que c'est des bris de verre devant l'école qui justifiaient de mettre des caméras. Vu que cela a eu peu d'effet auprès des habitants il a expliqué qu'il y avait des dépôts d'ordures ensuite, ce qu'on a jamais constaté. Puis il a expliqué en réunion avec la mairie qu'il avait trouvé un préservatif dans l'école, et vu que c'était pas assez il a dit que l'école était dans une voie sans issue à l'abri des regards et donc un lieu dangereux. Puis il a fini dans sa surenchère anxiogène en disant que les caméras étaient justifiées par le plan vigipirate donc des attaques terroristes. Donc il n'y a pas de réelles raisons et d'ailleurs c'est ce qu'il a expliqué en réunion publique, il explique qu'il n'y a jamais eu de statistiques de délinquance à l'école et quand une parent d'élève l'a questionné publiquement sur pourquoi il met des caméras à l'école il a clairement répondu qu'il ne pouvait pas donner la raison en public. La véritable raison c'est une raison d'affichage sécuritaire, c'est pour tranquilliser certains de ses électeurs, alors que toutes les études montrent l'inefficacité des caméras, mettre des caméras c'est comme donner un doudou à un enfant pour le tranquilliser, ça n'a aucun effet sur la délinquance ou les actes d'incivilités qui pour cette école n'existent pas, mais ça permet de tranquilliser certains de ses électeurs et de montrer qu'il est dans l'autorité et qu'il a une présence de maire.

Léon : Il refuse toute concertation publique, c'est à dire qu'il refuse qu'il y ait un débat public sur la politique qui est menée que ce soit pour les caméras ou pour un autre sujet, il avait d'ailleurs dit sur une chaîne de radio locale que « non une concertation publique sûrement pas ». Il ne veut pas débattre de ce projet c'est à dire qu'il impose ses projets de manière presque autoritaire sans débat sans concertation entre les habitants.

Nathalie : Lors de distribution de sacs poubelles les élu.es ont demandé aux gens qui venaient s'ils seraient d'accords pour avoir des caméras pour éviter les incivilités aux poubelles. Alors un sondage en voie directe avec une question d'un conseiller municipal à une personne : déjà ça s'appelle pas un sondage, ça s'appelle quasi une intimidation. Surtout que si on avait pu avoir un débat... parce qu'on a demandé dès le départ à avoir un débat, échanger les idées de tous les habitants concernés, ça c'est la démocratie. En fait, on habite ensemble, vivre en village c'est vivre en communauté. Moi j'entends mon voisin qui se lève, j'entends l'autre voisine qui écoute de la musique, je vois l'enfant qui passe et si y' a un enfant qui l'embête je sors sur mon balcon lui dire arrête de l'embêter. C'est une vie en communauté un village, donc on doit décider ensemble et là en fait, c'est soi-disant des consultations de la population, mais totalement arbitraires, on est pas du tout dans une démocratie. On est plutôt dans de l'utilisation pour justifier ses décisions.

Loïc : Il faut prendre en compte que le maire nous a clairement diffamé dans la presse en disant que notre action sortait du cadre citoyen et sortait du cadre républicain.

Nathalie : on pourrait rappeler à Mr. Le Maire qu'être républicain c'est respecter liberté, égalité et fraternité et là il touche gravement à la fraternité puisqu'il monte les citoyens les uns contre les autres. Il touche à la liberté parce qu'on a absolument pas besoin d'être surveillé pour avoir de la bienveillance et pour vivre ensemble, et à l'égalité car il ne nous donne pas le droit à la parole et il ne nous entend pas. Donc moi je dirai je lui retourne le compliment, on attend de lui qu'il soit bien plus républicain.

loïc : pour compléter ce que dit Nathalie et c'est important de le prendre en compte, c'est que le maire a délibéré en novembre 2020 et il a fait des consultations 2 mois après avoir délibéré donc c'est une conception de la démocratie qui est toute particulière et comme l'expliquait Nathalie les modalités de ces 2 consultations et surtout celle des poubelles feraient pâlir tous les instituts de sondage du monde. Les gens rentrent dans une salle, ils sont pas au courant, ils voient des photos d'incivilités sur la droite avec un élu qui lui dit « vous voyez y'a des poubelles partout c'est dégueulasse on va mettre des caméras qu'est-ce que vous en pensez ? » Ils vont devant les élus avec la liste d'émargement devant eux et les élus leur disent : « vous êtes pour ou contre les caméras ? ah vous êtes pour, vous êtes contre » donc c'est vrai que ça relève de l'intimidation, c'est chaotique et le maire claironne ensuite dans les médias : la démocratie est avec moi. Après sur les délégués de parents d'élève ça a été un peu plus compliqué parce que c'était en période de confinement. D'ailleurs tout ce projet s'est fait en période de confinement où aucune asso ou collectif ne pouvait se réunir légalement, donc il faut le prendre en compte. Mais qui plus est, les délégués de parents ont créé un sondage. Ils ont questionné tous les parents d'élèves et sur 112 questionnaires y' a eu 38% d'abstention, 38% de gens pour et 24% de gens contre sauf que les parents d'élève quand ils ont reçu le questionnaire ils avaient une note explicative de la mairie c'est tout. Donc ils avaient que le point de vue de la mairie. Qui plus est la façon dont le questionnaire a été formulé est méthodologiquement boiteux

Nathalie : complètement

Loïc : complètement puisque la 1ere question était : « est-ce que les délégués de parents d'élève sont mandatés pour donner un avis ? » Et la seconde « êtes vous pour ou contre les caméras ». En fait les délégués de parents d'élèves voulaient se faire mandater pour donner un avis à la place de tous les parents. Au final ça a embrouillé les questions et les parents ont pas su quoi faire. Mais ce qu'on veut mettre en avant c'est qu'il n'y a eu aucun débat préalable, et par contre c'est que les délégués de parents d'élèves qui ont pu réfléchir ensemble, débattre ensemble

Joëlle : s'informer

Loïc : s'informer, prendre le temps de discuter ensemble. Eux à l'unanimité se sont positionnés contre.

Joëlle : On a l'impression que sa politique elle est pas adaptée au lieu où on vit, c'est quelqu'un qui est parti depuis des dizaines d'années du village et qui n'est pas en adéquation avec ce qui se vit et qui continue à se vivre dans ce village.

Loïc : Le vallon c'est un lieu extrêmement convivial et c'est ça qui fait sa renommée c'est aussi un lieu très dynamique au niveau culturel depuis une 30 aine voire 40 ans et il faut savoir que le maire représente une ancienne vision qui vient s'opposer à cette dynamique culturelle qui existe depuis 40 ans, le vallon depuis 40 ans c'est la fête du vin, la fête autour du vignoble, il y a énormément d'associations, une vitalité culturelle, il y a 2 dynamiques qui s'opposent.

Léon : Cet argent on aimerait bien qu'il soit mis pour rénover la salle des fêtes du village, pour rénover la mairie, pour rénover tout un tas de bâtiments publics. La bibliothèque, avoir une vraie école de musique enfin répondre aux besoins des habitants pour développer notre village et pour que le vivre ensemble qui caractérise Marcillac soit préservé et continue à être entretenu parce que du coup y' a un coût économique mais aussi social parce que le vivre ensemble qui caractérisait notre vivre ensemble avec la fête du vin, avec la St Bourrou, un ensemble d'activités qui font Marcillac sont aujourd'hui remises en question par cette installation de caméras qui sont complètement inutiles.

Joëlle : Après aussi on est même inquiets par rapport aux enfants parce que ce n'est pas anodin de mettre des caméras soit disant pour protéger des enfants en école maternelle, quand même faut savoir que l'école maternelle c'est le lieu de socialisation des enfants, c'est l'âge et le lieu où on est censé ouvrir les enfants aux autres, en tant que personne mais aussi de société et qu'est-ce qu'on leur montre c'est que pour les sécuriser c'est pas de demander à la maîtresse à l'Atsem ou la voisine ou la maman de machin c'est « on a mis des caméras ». Et puis ça met un sentiment de peur parce qu'ils voient des films aussi les enfants et c'est « on est surveillés », et c'est censé nous protéger donc on a plus besoin d'aller à l'autre d'aller parler à l'autre, c'est complètement antinomique avec la mission de l'école maternelle, ça met juste de l'inquiétude aux parents. C'est ce qu'on a entendu à la réunion publique c'est qu'il y a une maman qui dit « moi je viens d'arriver dans le village j'ai mis ma fille de 3 ans à l'école l'année dernière est-ce qu'il y a un danger pour ma fille ? »

Fabienne : Il ne faut pas laisser croire aux enfants et aux générations à venir que tout va être réglé par des caméras et les habituer à être fliqués à être surveillés dans la vie. Est-ce qu'on surveille ses enfants 24 heures sur 24 dans la vie ? c'est pas possible et c'est important que les enfants se construisent dans des moments de liberté où ils peuvent expérimenter des choses aussi. C'est ça l'apprentissage de la vie. On est des petits résistants gaulois en disant « on veut juste vivre une vie qu'on a connu selon nos âges beaucoup plus libre et on a envie que nos enfants soient élevés avec cette liberté qu'on défend ». Et quand on voit que y' a des caméras devant une école on voit bien qu'on a à résister contre une société qui veut contrôler le gamin pour l'habituer à être contrôlé plus tard, et nous on estime que vivre en société c'est pas vivre sous contrôle c'est vivre avec des liens sociaux. Et habituer les enfants au contrôle, on est là pour dire non.

Jonathan : Dans un bled de 1700 habitants dans lequel on vit je crois plutôt très bien c'est à dire en bonne entente avec une population un peu bigarrée, des gens qui viennent d'ailleurs, des locaux, une coexistence des écoles, des commerces, une vivacité de village, on a tout d'un coup, enfin progressivement -et ce qui résonne avec une partie de la société- un besoin sécuritaire, un besoin d'imposer des nouveaux modes de fonctionnement pour régler l'organisation du village, et je crois que nous on déplore ça au delà de nos murs, au delà de Marcillac. Donc c'est aussi une démarche qu'on... qu'on a envie de voir se développer, parce que c'est une sonnette d'alarme. On se dit là on est en train d'assister à quelque chose qui petit à petit se met en place et qui nous fait un peu peur aussi au delà de l'épiphénomène d'ici.